SÉNAT DE BELGIQUE.

SÉANCE DU 19 MAI 1871.

Rapport de la Commission de l'Intérieur chargée d'examiner le Projet de Loi sur la Réforme élec- torale.

Voir les N° 6, 95, 119, 120, 122, 126, 128, 129, 132, 133, 139, 140, 142, 147 et 148 de la Chambre des Représentants, et le N° 56 du Sénat.

Présents : MM. D'OMALIUS D'HALLOY, Président; le Vicomte ALBERIC DU BUS DE GISIGNIES, le Comte LOUIS DE MERODE, HOUTART, HUBERT, le Baron DE SELYS LONGCHAMPS, DE CANNART D'HAMALE, CASIER et MALOU, Rapporteur.

MESSIEURS,

Depuis plusieurs années, les questions de réforme électorale sont à l'ordre du jour de l'opinion publique. En 1864, la droite parlementaire avait inscrit dans son programme la réduction du cens pour les élections provinciales et communales. Une proposition faite plus tard, et due à l'initiative d'un honorable membre de la gauche, avait pour objet l'abaissement du cens communal et provincial à 15 francs; mais en exigeant comme condition légale que l'électeur sût lire et écrire. Le Gouvernement à cette époque combattit la réforme; paraissant toutefois admettre que, dans l'état des esprits, il y avait quelque chose à faire, il y substitua et fit admettre le principe de l'électorat à cens réduit en faveur de ceux qui justifieraient de la fréquentation d'une école moyenne pendant trois années. Ce principe nouveau, contestable constitutionnellement, sinon mauvais, ne pouvait avoir en fait que des conséquences d'une insignifiance complète. Aussi la loi du 50 mars 1870, loin d'écartier pour longtemps, comme ses auteurs l'avaient sans doute espéré, tout débat sur la réforme électorale, produisit-elle un effet absolument contraire. Aux élections partielles de juin 1870 et surtout aux élections générales du 2 août, la réforme devint pour ainsi dire l'aspiration commune des deux opinions qui divisent le pays. Ses adversaires eux-mêmes lui rendaient alors, tous ou presque tous, l'hommage d'un silence respectueux et prudent.

Il serait puéril de nier et par conséquent il est inutile de prouver ce mouvement de l'opinion publique, trop général pour être factice, trop durable pour être irréfléchi, trop juste pour être méconnu.

La cause principale en est l'état incomplet, incohérent de la législation qui régit les élections communales, la contradiction entre le fait et le droit. Les lois de 1848 ont substitué au cens différentiel le cens uniforme pour la pro-

vince et pour les Chambres ; elles ont laissé subsister quant aux communes le cens différentiel, en supprimant seulement les échelons supérieurs. Le cens est le même (fr. 42-52) dans les 21 communes de plus de 15,000 habitants, à Seraing comme à Bruxelles; là, pour être jugé légalement digne d'élire un mandataire communal, il faut être électeur pour les Chambres. Dans plus de 2,000 communes, il suffit de payer le cens de 15 francs. Le droit de suffrage est, en général, beaucoup plus restreint dans les centres peuplés qu'il ne l'est dans les petites localités et pourtant c'est assurément dans les premiers que la vie politique et administrative a le plus d'activité. Nos quatre grandes villes dont la population est de 505,000 âmes ne comptent que 41 électeurs communaux par mille habitants. La moyenne, pour les communes de moins de 2,000 âmes, est de 59 par mille. D'autre part, la population totale étant seule prise en considération pour fixer le chiffre du cens, il se produit de choquantes inégalités; les quatre plus grandes communes industrielles n'ont que 15 électeurs communaux par mille habitants, représentation illusoire ou du moins très-insuffisante qui peut constituer une sorte d'oligarchie de certaines classes, au lieu d'une représentation sincère de toutes.

Le cens a été réduit en 1848 au profit de 21 communes; dans les 2,533 autres, les chiffres établis par la loi communale de 1836 ont été maintenus; le droit est demeuré le même, les faits ont considérablement changé.

La commune, si justement appelée la famille administrative, a, d'après nos traditions, nos mœurs et nos lois, une personnalité, une vie propre quoique subordonnée; tous sont intéressés à la bonne gestion de ses affaires qui sont les leurs : la pratique des institutions communales depuis 55 ans, les progrès de l'instruction si marqués durant cette longue période, la force initiatrice de la presse, surtout de la presse à bon marché dont les organes pénètrent partout, ont amené un nombre de citoyens de plus en plus grand à s'occuper de ces intérêts locaux, ont développé ou créé les aptitudes à s'en occuper utilement. Sans examiner si l'électorat est une fonction publique, un mandat ou un droit personnel, question plutôt métaphysique que pratique, le législateur, soit qu'il entende déléguer un mandat, soit qu'il veuille conférer un droit, doit reconnaître la réalité des faits, tenir compte des aptitudes et se souvenir que de ces aptitudes dérivent au moins des titres réels à participer à la prérogative du citoyen, et que, s'il faut des motifs d'intérêt public pour l'accorder, il faudrait aussi des raisons du même ordre pour la refuser à ceux qui en sont dignes.

La projet de loi déposé au début de la session et adopté par la Chambre des Représentants à la majorité de 62 voix contre 37 (8 membres s'étant abstenus) satisfait, dans une juste mesure, aux vœux légitimes de l'opinion; il aura pour effet d'assurer aux divers groupes de la population une représentation sensiblement proportionnelle; il corrige quelques vices de la législation et reconnaît les droits, ou, si l'on veut, les titres d'un très-grand nombre de citoyens aujourd'hui exclus sans motifs.

La réforme a pour objet essentiel de fixer uniformément à 10 fr. le cens communal, à 20 fr. le cens provincial. D'après l'étude des faits, le nombre des électeurs communaux sera porté de 230,000 à 355,000; celui des électeurs provinciaux de 111,461 à 225,000 environ.

La réforme opportune et juste (et les considérations qui précèdent nous paraissent démontrer qu'elle a ce double caractère) est-elle constitutionnelle, impartiale et large, politique et prudente; est-elle utile, ou peut-elle devenir dangereuse?

La Constitution attache le droit électoral à la possession du cens, c'est-à-dire à la possession de certaines bases légales, présomption ou plutôt signes d'un intérêt à la chose publique et, qui en même temps, est en fait une garantie de capacité. Cette condition a le mérite d'être certaine et définie par elle-même, tangible, facile à prouver, indépendante des appréciations souvent diverses ou arbitraires, puisée dans le droit commun sans privilège pour les uns, comme sans exclusion pour personne. En supposant qu'il fût possible de faire dériver le droit électoral d'une autre source en ce qui concerne la province et la commune, il faudrait s'en abstenir pour ne pas détruire l'unité du système constitutionnel; mais cette possibilité n'existe même pas: on n'a point trouvé et l'on ne trouvera probablement jamais de formule pratique pour faire dépendre le droit d'une condition autre que le cens, par exemple de la condition de savoir lire et écrire, sans créer des privilèges non justifiés, ou sans prononcer des exclusions qui le seraient encore moins. Ces recherches sont d'ailleurs superflues. Lorsque le cens est élevé, des capacités réelles peuvent ne point le posséder et dès lors on comprend que des efforts soient faits pour conférer à ces capacités les droits politiques; lorsqu'au contraire le cens est de 10 ou de 20 francs, les capacités qui ne posséderaient pas ces droits par le paiement du cens, forment une exception pour ainsi dire imperceptible (1). On ne cherche pas à conférer l'électorat, mais bien à le restreindre en proscrivant des citoyens qui n'auraient pas justifié d'une certaine éducation littéraire, comme si toutes les qualités morales qui font l'électeur capable, conservateur, éclairé, ne pouvaient suppléer à celle-là.

D'après les données recueillies lors du recensement de 1866, la population mâle et majeure est de 1,400,000 habitants: il y a, en tout, 1,208,637 habitants mâles sachant lire et écrire; si l'on déduit de ce nombre la part proportionnelle afférente à la population âgée de 10 à 21 ans, il reste 879,887 personnes sachant lire et écrire, c'est-à-dire près de deux fois et demie le nombre total des électeurs communaux et 4 fois environ le nombre des électeurs provinciaux sous le régime de la nouvelle loi. L'annexe n° I donne le résumé des mêmes calculs pour toutes les communes de plus de 10,000 âmes. En moyenne, dans ces communes, le nombre des électeurs ne sera que de $37\frac{27}{100}$ pour cent du nombre des habitants mâles et majeurs sachant lire et écrire.

Il est permis de conclure de là que, s'il existe sous ce régime des électeurs ne sachant pas lire et écrire, ils formeront une exception très-rare, à peine digne de l'attention du législateur et que cette exception sera au profit des honorables parvenus du travail et de l'intelligence, malgré le défaut d'instruction.

(1) L'abaissement du cens communal à 10 francs, pour les 37 communes de plus de 10,000 habitants, comprenant ensemble une population de 1,441,000 âmes, n'ajoutera aux listes que 1,533 personnes exerçant une profession libérale, en prenant ces mots dans leur acception la plus large. Voir annexe n° III. Mieux que tous les raisonnements, ce fait prouve que toutes les capacités réelles jouissaient déjà de l'électorat et que les exceptions, s'il y en a, se réduiront pour ainsi dire à rien.

En réalité, ces conditions arbitraires, cherchées en dehors du cens, se concilient difficilement avec l'esprit de la Constitution et sont d'ailleurs d'une complète inutilité : le cens est à la fois une garantie d'intérêt et une garantie d'aptitude.

En fondant sur ce signe constitutionnel et certain l'extension de la capacité politique, la réforme est large et impartiale; elle n'est pas inspirée par des calculs de parti ou des préoccupations d'intérêt de parti; dès à présent, plus de cent vingt cinq mille belges sont appelés à prendre une part directe à la vie communale; plus de cent douze mille, aujourd'hui exclus, participeront à la formation des Conseils provinciaux. Par le travail, la moralité, l'économie qui, dans une société sagement démocratique comme la nôtre, élèvent incessamment l'élite des classes inférieures, chacun pourra plus facilement atteindre à la jouissance des droits politiques, suprême et précieuse récompense des qualités de l'homme utile et du bon citoyen. La base est le droit commun, non l'exception; ce n'est pas un parti, c'est le pays qui profitera de la réforme.

Est-elle politiquement prudente, ne peut-elle pas au contraire être ou devenir dangereuse?

L'immobilité absolue, la méconnaissance des faits sociaux ne sont pas, comme elles semblent être pour certains esprits, le dernier mot de la sagesse politique. En accomplissant au moment opportun, dans la mesure de ce qui est juste, des améliorations dont les effets sont calculés d'avance avec une rigueur en quelque sorte mathématique, on éloigne pour longtemps, sinon pour toujours, les réformes aventureuses; on condamne plus efficacement les utopies inconstitutionnelles ou anti-sociales que par de stériles protestations ou de vaines terreurs. Admettre au droit du suffrage communal à peu près le quart de la population mâle et majeure, ce n'est assurément ni décréter le suffrage universel, ni même faire un pas vers l'adoption de ce système dont les résultats, dans d'autres pays, sont encore aujourd'hui plus ou moins problématiques. Il n'y a point, en fait de régime électoral, un système unique, utilement et immédiatement applicable partout, une sorte de type de la perfection; le meilleur est celui qui est le mieux approprié à l'ensemble des institutions du pays, le plus en harmonie avec le caractère national, et qui assure la plus sincère représentation des divers intérêts. Depuis plus de quarante ans, la Belgique, calme et confiante en l'avenir, met en pratique ces larges formules de toutes les libertés inscrites dans sa Constitution, sans que les orages révolutionnaires ou militaires du dehors l'aient jamais fait douter d'elle-même ou qu'ils aient arrêté la marche de son progrès moral, politique et matériel. Malgré de coupables tentatives que l'inscience des conditions essentielles au bonheur des peuples ne suffit pas à justifier, elle a conservé le sens religieux, le sentiment du devoir, du respect pour le droit d'autrui et pour l'ordre; son patriotisme s'est affermi, surtout au milieu des épreuves; elle a la volonté presque unanime de maintenir intactes ses pacifiques conquêtes. Il ne peut y avoir pour elle aucun danger à élargir le cercle des droits politiques: ceux qui le redouteraient devraient supposer qu'à l'exception des 250,000 électeurs actuels, tous les autres Belges doivent être frappés de la suspicion légale d'indignité ou d'incapacité, soupçon qui constituerait une injure gratuite autant qu'imméritée.

D'ordinaire le législateur appelé à résoudre des questions de cette nature n'a

pas les moyens de constater préalablement les conséquences de l'application des principes qu'il décrète. Ainsi lorsqu'en 1848 le cens a été réduit uniformément à 20 florins pour les Chambres et les Conseils provinciaux, on pouvait bien pressentir que l'équilibre jusqu'alors établi serait altéré; mais nul ne pouvait prédire qu'il serait détruit. La réforme proposée aujourd'hui ne présente en réalité aucune inconnue. Par un travail considérable de dépouillement des rôles des contributions, le cens étant la seule base légale de l'acquisition du droit, on a pu constater d'avance, non-seulement pour chaque catégorie de communes, quelle sera l'augmentation du nombre des électeurs; mais, pour les communes les plus importantes, soit de 10,000 habitants ou plus, on a établi de quels éléments sera constitué le cens de ces électeurs et à quels groupes de professions ils appartiennent.

Il n'est pas inutile peut-être, puisque des appréhensions paraissent survivre à la publication des documents joints à l'exposé des motifs et au rapport de la section centrale, de résumer ici sous une forme claire et saisissante ces divers renseignements.

Et d'abord, quant au nombre, voici comment se répartit l'augmentation de 124,731 électeurs communaux.

CATÉGORIES.	Nombre de communes.	Cens actuel.	Population.	ÉTAT ACTUEL.		ÉTAT FUTUR.		DIFFÉRENCES.	
				Électeurs.		Électeurs.			
				Nombre.	par mille habitants.	Nombre.	par mille habitants.	Nombre.	par mille habitants.
De 15,000 habitants et plus.	21	42 32	933,416	37,089	39.7	58,882	63 »	21,793	23.3
De 10,000 à 15,000 . .	16	40 »	207,773	6,323	30.4	14,661	70.5	8,338	40.1
De 5,000 à 10,000 . .	84	30 »	625,503	22,020	35.2	45,642	72.9	23,592	37.7
De 2,000 à 5,000 . .	412	20 »	1,286,459	56,334	43.8	92,411	71.8	36,077	28 »
De moins de 2,000 hab.	2,021	15 »	1,844,643	108,656	58.9	143,587	77.8	34,931	18.9
TOTAUX . .	2,554		4,897,794	230,422	47	355,153	72.5	124,731	25.5

Ainsi, en se rapprochant autant que possible de l'égalité proportionnelle de représentation, on ajoute, en moyenne 25 1/2 électeurs par mille habitants. Cette proportion n'est que de 23 3/10 dans les communes les plus peuplées et seulement de 18 9/10 dans les 2,021 communes de moins de 2,000 habitants; une augmentation égale à 54 p. c. du corps électoral actuel équivaut naturellement à un peu plus du tiers du corps électoral futur.

Constatons en détail les mêmes faits pour deux catégories qui fixent plus spécialement l'attention, nos quatre grandes villes, nos principales villes ou communes industrielles.

	POPULATION.	ÉTAT ACTUEL. ÉLECTEURS.		ÉTAT FUTUR. ÉLECTEURS.		DIFFÉRENCE.	
		Nombre	Par mille habitants.	Nombre.	Par mille habitants.	Nombre.	Par mille habitants.
Bruxelles.	164,336	6,974	42.4	9,005	54.7	2,031	12.3
Anvers	119,952	5,786	48.2	8,374	69.8	2,588	21.6
Gand	117,535	4,033	34.3	6,553	55.7	2,520	21.4
Liège	101,853	3,871	38.2	6,586	65.6	2,715	27.6
Les quatre grandes villes. . .	503,676	20,664	41	30,518	60.6	9,854	19.6
Communes industrielles. (Verviers, Seraing, Molenbeek, Gilly, Jumet, Jemmapes)	121,864	2,475	20.3	6,947	57	4,472	36.7
TOTAL. . . . fr.	624,540	23,139	37.2	37,465	59.9	14,326	22.9

Dans les grandes villes l'augmentation sera donc en moyenne de 19 6/10 électeurs par mille habitants; 9,854 électeurs viendront s'adjoindre à des collèges composés aujourd'hui, ensemble, de 20,664 membres; la proportion pour ces quatre grandes villes se trouve être sensiblement égale à la moyenne générale, soit à peu près d'un tiers du total futur.

L'accroissement sera plus fort dans les principales communes industrielles, parce que là, sous le régime actuel, il existe une grande infériorité qu'il est juste de faire cesser.

Pour mieux connaître de quels éléments se composent ces augmentations, nous résumons sous des formes plus concises (v. Annexes N^{os} II III et IV) les renseignements fournis par les tableaux A et B joints au rapport de la section centrale de la Chambre des Représentants).

Le premier tableau (Annexe II) indique par communes et renseigne aussi par catégories, soit en comprenant dans le cens électoral les droits de débits, soit en les excluant, quel sera le nombre de citoyens qui pourront devenir électeurs par la possession de chaque base légale, s'ils réunissent les autres conditions requises.

Il s'ensuit que le nombre de ces contribuables (aptes à devenir électeurs comme possédant le cens s'ils réunissent les autres conditions légales), se divise ainsi, quant aux communes de plus de 10,000 âmes :

Électeurs possibles par l'impôt foncier seul.	10,388	ou 23.7	du nombre total.
Par la contribution personnelle . . .	12,480	28.44	—
Par les patentes.	4,538	10.35	—
Par la réunion de deux ou trois de ces bases.	16,443	37.51	—
	<u>43,849</u>	<u>100.</u>	
Par les droits de débits seuls ou combinés avec d'autres bases. . . .	7,527		
Total. . . .	<u>51,376</u>		

La Chambre est saisie de propositions tendant à supprimer les droits de débits comme base électorale. Un nombre assez grand d'électeurs actuels sera rayé quand cet acte de justice sera accompli. Parmi les nouveaux électeurs, il y aura, sans doute, un certain nombre de cabaretiens, mais à titre de leurs contributions autres que la taxe des débits. L'opposition d'autrefois n'a cessé de combattre, quoique sans succès, le privilège accordé à une seule classe à raison d'une taxe professionnelle; mais elle n'a jamais entendu exclure personne de l'application du droit commun. C'est un phénomène assez curieux pour être noté d'entendre exprimer des inquiétudes sur les conséquences de l'application du droit commun, par des voix qui ont si longtemps défendu le privilège.

D'après l'expérience et la comparaison établie entre les rôles des contributions et les listes électorales, sur cent contribuables possédant le cens, il y a 60 7/10 électeurs en moyenne. Cette proportion varie, il est vrai, dans certaines limites, d'une localité à l'autre; on peut affirmer néanmoins que, sous le régime nouveau, les débits éliminés, sur cent électeurs, 24 le deviendront par l'impôt foncier, 28 par la contribution personnelle, 10 par les patentes, 38 par la réunion de deux ou trois de ces bases.

Le même travail d'analyse, en ce qui concerne les professions des contribuables aptes à devenir électeurs, fait l'objet spécial de l'annexe n° III. Il en résulte, en résumé, que ces contribuables se subdivisent ainsi qu'il suit, les débits toujours éliminés :

Professions agricoles.	6,786	13,59	p. c. du nombre total.
Id. industrielles	7,369	14,76	id.
Id. commerciales (bouti- quiers, etc.	8,939	17,91	id.
Id. libérales.	1,533	3,07	id.
Propriétaires	8,906	17,84	id.
Autres professions non dénommées.	16,395	32,83	id.
	<u>49,928</u>	<u>100</u>	

En présence de ces faits constatés, nous cherchons en vain d'où peuvent naître les craintes qui se manifestent : l'origine du droit, pour les électeurs nouveaux, est, comme pour les électeurs actuels, la possession d'une base légale imposable, soit foncière, soit mobilière, soit industrielle ou commerciale, il s'agit (et le détail des professions le prouve suffisamment), de l'avènement à la vie administrative de la petite bourgeoisie, du petit commerce, des artisans établis, des petits propriétaires, des fermiers; la plupart de ces citoyens actifs, intelligents, n'ont point hérité, mais ils ont conquis par le travail une aisance relative, une position indépendante; sans parler des sentiments (car heureusement en Belgique, le patriotisme, la moralité et l'esprit d'ordre ne sont point l'apanage exclusif d'une seule classe de censitaires à 42 francs ou plus), ces électeurs nouveaux ont des intérêts conservateurs, non point proportionnels, mais réellement au moins égaux aux intérêts des classes plus aisées ou riches. Le législateur peut, avec une légitime confiance, leur conférer l'électorat; ils en sont et ils continueront de s'en montrer dignes.

L'extension du droit de suffrage, en associant par un lien direct et personnel un plus grand nombre de membres de la famille belge à la gestion des

affaires publiques sera pour l'État l'acquisition d'une force et pour les citoyens ainsi appelés une récompense ou un bienfait. S'il existe des défiances, du moins faut-il qu'elles soient sérieusement motivées, car c'est presque un droit individuel, s'il n'est pas prouvé que c'est un danger public.

Déterminée par l'étude approfondie des faits et par les raisons qu'elle vient d'indiquer, votre Commission de l'Intérieur, à la majorité de quatre voix contre trois (deux membres s'étant abstenus), a l'honneur de vous proposer l'adoption des paragraphes qui ont pour objet la réduction du cens communal à 10 francs et du cens provincial à 20 francs.

La minorité a fait valoir, pour motiver son vote, les considérations suivantes :

La réforme électorale n'est pas réclamée par l'opinion publique : l'agitation qui s'est produite est plutôt factice que réelle ; elle est due à l'esprit de parti, et la coïncidence avec les époques d'élection le démontre.

Il aurait fallu, d'après l'opinion d'un membre, tenir compte de la capacité dans la collation du droit électoral. Un autre membre, se ralliant à cette manière de voir, précise l'idée en exprimant le regret que la proposition faite par l'honorable M. Saintelette n'ait pas été acceptée.

L'extension du droit électoral est dangereuse en ce qui concerne les grandes villes ; les meilleurs éléments qui se trouvent aujourd'hui dans les conseils communaux de ces villes seront éliminés.

Les craintes exprimées par un membre ont un caractère plus général ; il croit que la loi fera beaucoup de mal dans un grand nombre de localités, et qu'en l'adoptant nous marchons réellement et forcément vers le suffrage universel.

Un membre déclare voter contre le projet de rapport, parce qu'il contient des considérations politiques et qu'il attaque une politique à laquelle cet honorable membre s'est associé par ses votes.

Il reste à votre Commission pour remplir entièrement son mandat, à vous rendre compte de l'examen qu'elle a fait des autres dispositions du projet. L'importance en est moindre, quoique réelle. Quelques explications aussi succinctes que possible suffiront.

ART. 1^{er}. *Les §§ 2 et 3 de l'art. 7 de la loi communale sont remplacés par les dispositions suivantes :*

2° *Avoir son domicile réel dans la commune avant l'époque fixée pour la révision des listes électorales ;*

3° *Verser au Trésor de l'État, en contributions directes, patentes comprises, la somme de 10 francs.*

Les motifs de l'abaissement du cens uniformément fixé à 10 francs viennent d'être exposés ; nous nous y référons.

La disposition relative au domicile n'a pas soulevé d'objection.

La Commission a vu avec satisfaction disparaître au second vote de la Chambre un amendement d'une utilité au moins douteuse et qui aurait pu donner lieu à plus d'abus qu'il n'en aurait prévenu.

ART. 2. *Le § 1^{er} de l'art. 8 de la loi communale est remplacé par la disposition suivante :*

Les contributions payées par la femme sont comptées au mari, sauf le cas de séparation

de corps ; celles qui sont payées par les enfants mineurs sont comptées au père, pour parfaire son cens électoral.

Mu par des intentions larges et libérales, le Gouvernement, par l'art. 2 du projet de loi, proposait d'étendre au locataire urbain le droit accordé depuis 1836 au fermier exploitant un domaine rural, et qui consiste à permettre à celui-ci de compter le tiers de la contribution foncière sans diminution des droits du propriétaire.

Des membres de l'opposition ayant paru redouter cette extension de droits accordés aux villes, le cabinet n'a pas insisté.

Il devenait dès lors inutile de modifier le § 4 de l'art. 8 de la loi communale; mais, pour établir l'uniformité de la législation, une disposition nouvelle modifie le § 1^{er} du même article, en permettant au mari de compter en matière d'élections communales les contributions dues par la femme, sauf le cas de séparation de corps. C'est la règle établie pour les élections générales et provinciales. (Art. 2 de la loi du 30 mars 1870. Art. 3 de la présente loi.)

ART. 3. *L'article 5 de la loi provinciale est remplacé par les dispositions suivantes :*

Sont électeurs ceux qui versent au Trésor de l'État, en contributions directes, patentes comprises, la somme de 20 francs, et qui réunissent les autres conditions exigées pour être électeur communal.

Les contributions payées par la femme, sauf le cas de séparation de corps, sont comptées au mari, celles qui sont payées par les enfants mineurs sont comptées au père pour parfaire son cens électoral.

La veuve payant ce cens peut le déléguer à celui de ses fils ou, à défaut de fils, à celui de ses gendres qu'elle désigne, s'il réunit d'ailleurs les autres conditions requises pour être électeur.

La déclaration de la mère veuve est faite à l'autorité communale ; elle peut toujours être révoquée.

Le cens électoral pour les provinces aurait été sans doute fixé, dès l'origine, à un taux intermédiaire entre le cens communal et général, si la difficulté de former trois listes n'y avait fait obstacle sous le régime des lois antérieures à celle de 1869. L'abaissement proposé, soit une réduction de plus de moitié, n'a guère été contesté.

Quant aux conditions exigées pour l'électorat provincial, autres que le cens, la loi assimile désormais les élections provinciales aux élections communales ; c'est une chose rationnelle, une mesure de simplification utile pour la formation des listes et le jugement des contestations dont elles sont l'objet.

Dans l'opinion du gouvernement, expliquée par l'exposé des motifs, l'assimilation quant aux conditions exigées pour l'électorat suffisait.

La section centrale de la Chambre des Représentants a cru devoir faire une distinction ingénieuse ou subtile peut-être, mais assurément contestable. L'attribution au mari des contributions de la femme et la délégation du cens par la veuve ne lui ont pas paru être des conditions de l'électorat ; elle n'a reconnu ce caractère qu'à la naturalisation ordinaire. Ce n'est pas la peine de discuter sur ce point : l'accord existe au fond ; c'est une simple question d'appréciation ou de mots. On peut donc, même en considérant cela comme n'étant point nécessaire, accepter la reproduction des trois paragraphes que la Chambre a recopiés de l'art. 5 de la loi provinciale.

ART. 4. *L'art. 6 de la présente loi et le § 3 de l'art. 21 de la loi électorale, modifiés*

par la loi du 20 mai 1848, sont applicables à la formation des bureaux pour les élections provinciales.

L'assimilation des élections provinciales aux élections générales, en ce qui concerne la formation des bureaux, c'est-à-dire, les garanties qui doivent assurer la sincérité des opérations électorales, a été proposée et admise sans contestation. C'est l'objet de l'art. 4.

ART. 5. *Les §§ 2 et 3 de l'art. 19 de la loi électorale, modifiés par la loi du 20 mai 1848, sont remplacés par les dispositions suivantes :*

Ils se réunissent en une seule assemblée si leur nombre n'excède pas 400.

Lorsqu'il y a plus de 400 électeurs, le collège se divise en sections, dont chacune ne peut être moindre de 200, et sera formée par cantons ou communes, ou fractions de communes les plus voisines entre elles.

A la suite d'une première discussion, un peu confuse et troublée, on avait admis, à une faible majorité, une proposition de la Section centrale, inspirée par le désir de rendre les ballottages plus rares, qui aurait introduit dans notre législation électorale, mais pour les Chambres seulement, le principe nouveau et inadmissible de la majorité relative des deux cinquièmes des voix, substitué au principe de la majorité réelle et absolue. Le Gouvernement, et nous l'en félicitons, a pris l'initiative d'une proposition qui, sans violer les règles fondamentales du droit politique, aura pour effet de rendre plus sincères les opérations résultant des ballottages : le nombre maximum des électeurs qui peuvent former une section étant réduit de 600 à 400, la durée des opérations du premier scrutin sera diminuée d'un tiers.

La Commission donne et propose au Sénat de donner un plein assentiment à cette solution qui lui paraît bonne.

ART. 6. *L'art. 20 de la loi électorale, modifié par les lois du 1^{er} avril 1843 et du 20 mai 1848, est remplacé par les dispositions suivantes :*

Le président du tribunal de première instance ou, à son défaut, celui qui le remplace, préside le bureau principal.

S'il y a plusieurs sections, la 2^e et les suivantes sont présidées par l'un des juges ou juges suppléants, suivant le rang d'ancienneté, et au besoin par les personnes que le président du bureau principal désigne parmi les électeurs qui ne sont pas fonctionnaires amovibles.

Quinze jours au moins avant l'élection, le gouverneur transmet au président du tribunal de première instance une liste indiquant, pour chaque section électorale, le nom et le domicile des bourgmestres et membres des conseils communaux faisant partie de cette section.

Le président du bureau principal tire au sort, parmi les membres des conseils communaux des communes formant chaque section, quatre scrutateurs et quatre suppléants pour chacune des sections. Si le nombre de conseillers communaux est inférieur à vingt, le président complète ce nombre au moyen des électeurs les plus fortement imposés de la section.

Nul ne peut remplir les fonctions de scrutateur ou de secrétaire, s'il n'est électeur. Le président du tribunal, dix jours au moins avant l'élection, convoque les présidents des sections et procède en leur présence au tirage au sort des scrutateurs et des suppléants; les présidents de sections invitent sans délai les scrutateurs et suppléants désignés à venir au jour de l'élection remplir leurs fonctions.

Les scrutateurs et les suppléants sont tenus, en cas d'empêchement, d'en informer dans les quarante-huit heures le président de la section.

La composition des bureaux est rendue publique trois jours au moins avant l'élection.

Si, à l'heure fixée pour l'élection, les scrutateurs et les suppléants font défaut, le président complète le bureau d'office au moyen des électeurs présents les plus imposés.

Le secrétaire est nommé par le bureau parmi les électeurs présents.

Les seules innovations introduites par cet article consistent dans le tirage au sort des scrutateurs, au lieu de l'appel par ordre d'âge, et dans la prescription de compléter au besoin les bureaux par les électeurs présents les plus imposés.

ART. 7. *La disposition suivante est ajoutée à l'art. 36 de la loi électorale :*

Le ballottage commence une heure après la proclamation du résultat du premier scrutin. S'il ne peut commencer au plus tard à 5 heures, du 1^{er} mars au 1^{er} septembre, et à 3 heures pendant les autres mois, il a lieu, sans convocation nouvelle des électeurs, le jour et à l'heure qui sont fixés par l'arrêté royal de convocation du collège.

L'arrêté de convocation fixe, en tous cas, le jour et l'heure du ballottage pour les arrondissements qui concourent ensemble à l'élection d'un sénateur.

Les ballottages nocturnes ou du moins commencés à une heure avancée constituent un abus évident; de telles opérations n'ont eu parfois ni sincérité ni dignité; une proposition soumise au Sénat, lors de la discussion de la loi sur les fraudes électorales, n'a pas eu de succès (1), et pourtant il y avait là une fraude couverte en quelque sorte du manteau de la loi, et par conséquent plus dangereuse et plus intolérable que les fraudes individuelles.

L'art. 7 apporte à ce vice de notre législation un remède qui, nous l'espérons, sera suffisant. Si, d'après la durée du premier scrutin, le ballottage ne peut commencer à une heure convenable fixée par la loi selon les saisons, il aura lieu au jour et à l'heure fixés d'avance dans l'arrêté de convocation. Il en peut résulter dans des cas exceptionnels et rares, la nécessité d'un double déplacement; c'est un inconvénient, mais inévitable; l'électeur saura du moins, qu'en quittant le chef-lieu du district à une heure légalement déterminée, il ne déserte pas le poste du devoir et ne concourt pas, par son abstention, à un choix qu'il réprovoque.

Les art. 5 et 7 ne concernent que les élections générales. Aux autres degrés, il n'y aurait pas les mêmes raisons, la même nécessité en quelque sorte, de réduire le maximum des électeurs d'une section ou d'ajourner le ballottage.

Voulant réaliser le vœu émis par un grand nombre de pétitionnaires, deux membres demandent de décréter le vote au chef-lieu de canton pour les élections législatives. La Commission estime que cette innovation ne peut pas être rattachée à la loi actuelle. Tout en reconnaissant qu'il existe entre les électeurs, par le fait de la législation, une inégalité injuste et qu'il en résulte une sorte de nécessité de tolérer des usages abusifs en principe, quant aux dépenses électorales; sans méconnaître en un mot la valeur des motifs invoqués par les partisans de cette mesure, la majorité n'a pas cru devoir prendre d'initiative à cet égard. Un tel changement ne serait pas en harmonie avec la pensée fondamentale de la loi; il exciterait des craintes peut-être exagérées ou souleverait des passions. On est loin d'être d'accord sur l'utilité même de ce

(1) Amendement proposé à la séance du Sénat du 9 mars 1867 : « Lorsque le ballottage pour les élections législatives ne peut commencer au plus tard à trois heures de l'après-midi, il sera remis à un autre jour à fixer par le Président du bureau principal. Dans ce cas, les électeurs seront convoqués de nouveau en suivant le délai déterminé par l'art. 40 de la loi électorale. »

remède; plusieurs considèrent le principe de l'indemnité électorale qui a réuni tant d'adhésions au Sénat lors des discussions de 1867, comme préférable à la dislocation des collèges. En tout cas, il ne suffirait pas de trancher incidemment cette question si grave; il faudrait encore mettre l'ensemble de la législation électorale en harmonie avec ce principe nouveau.

ART. 8. *L'art. 2 de la loi du 1^{er} avril 1843 et l'art. 10 de la loi communale sont remplacés par les dispositions suivantes :*

Les contributions et les patentes ne sont comptées à l'électeur que pour autant qu'il ait payé le cens pendant l'année antérieure à celle de son inscription sur la liste électorale.

Le possesseur à titre successif est seul excepté de ces conditions.

En cas de mutation d'immeubles, les contributions dues à partir du jour où la mutation a acquis date certaine, sont comptées à l'acquéreur pour la formation du cens électoral.

Le retour au système établi par la loi électorale, quant à la durée de la possession du cens, a été justifié par des raisons décisives dans l'exposé des motifs et dans les discussions à la Chambre. Il nous paraît superflu d'insister sur ce point.

La loi du 30 mars 1870 (art. 7) établit en termes généraux et absolus que les contributions payées pour l'année entière comptent seules dans le cens électoral.

Répondant à des observations présentées au Sénat (séance du 18 mars 1870) l'organe du Gouvernement a, par des déclarations, atténué cette rigueur à certains égards inutile; il a reconnu que l'art. 7 ne doit s'appliquer ni au possesseur à titre successif, ni au propriétaire d'immeubles en vertu d'un acte ayant date certaine.

Le projet de loi proposait l'abrogation de l'article 7 de la loi de 1870; mais la Chambre, d'accord avec le Gouvernement, l'a maintenu en vigueur.

Pour éviter tout doute, il n'était pas inutile, dans cet état de choses, de reproduire, comme le fait l'article 8, les §§ de l'article 2 de la loi du 1^{er} avril 1843, qui concernent le possesseur à titre successif et l'acquéreur d'immeubles.

ART. 9. *Les art. 1 et 4 de la loi du 8 septembre 1865 sont remplacés par les dispositions suivantes :*

Le double des rôles des contributions directes, dont l'envoi aux autorités communales est prescrit par l'art. 2 de la loi du 5 mai 1867, doit renseigner, outre les cotisations pour l'année courante, celles de l'année antérieure, et, en regard de ces dernières cotisations, pour autant qu'elles ne soient pas apurées, la somme réellement acquittée par le contribuable ou la mention qu'il n'a rien payé.

Nul ne peut être inscrit ou maintenu sur les listes électorales, s'il conste des documents fournis en exécution des art. 1 et 2, qu'il n'a pas payé le cens pour l'année antérieure à celle de la révision.

Cette disposition assure par des moyens nouveaux l'effet utile de la loi du 8 septembre 1865, relative au payement effectif du cens électoral, loi dont le Sénat a pris l'initiative pour prévenir les conséquences d'une jurisprudence légale peut-être, mais qui n'était pas sans danger.

ART. 10. *La possession des bases et le payement du cens se justifient par tous moyens de droit.*

Il est bien clair que cet article, quoique le texte ne le dise pas, remplace l'art. 4 de la loi électorale de 1831.

La loi communale ne contient aucune disposition sur les moyens de preuve de la possession du cens. C'est pour ce motif sans doute que le projet s'abstient de rattacher l'art. 10 à la législation préexistante.

ART. 11. *La disposition suivante est ajoutée à l'art. 11 de la loi du 5 mai 1869 :*

Le contribuable imposé aux rôles des contributions directes pour une somme inférieure au cens pourra réclamer son inscription et sera inscrit sur la liste électorale s'il possède les bases du cens et s'il justifie de son paiement pour l'année antérieure à celle de la révision.

Nos lois ont multiplié les précautions et les garanties pour assurer la sincérité des listes électorales, pour qu'aucun citoyen ne soit indûment privé de son droit, et que personne ne puisse usurper illégalement cette prérogative.

Une lacune a néanmoins été signalée, et des plaintes se sont élevées dans plusieurs localités contre un genre d'abus que le législateur ne devait pas et même ne pouvait pas raisonnablement prévoir. Les rôles des contributions servent de base ou de point de départ à la formation des listes. Si les agents chargés de dresser ces rôles oubliaient leur devoir qui est d'assurer les droits du trésor public, et cédaient à des calculs de parti en dégrevant les uns, bien qu'ils possèdent les bases du cens, ou en surtaxant d'autres qui ne les possèdent pas entièrement, comment la sincérité des listes serait-elle assurée?

Il n'y a guère de difficulté en cas de surtaxe abusive : l'action publique qui appartient à tous paraît suffire : mais il n'en est pas de même en cas de dégrevement indu ; l'on conçoit difficilement qu'un tiers puisse demander qu'un autre citoyen soit frappé de taxes plus fortes, ou soit porté sur les listes, bien que ne payant pas le cens d'après les rôles. Le Ministre des Finances, il est vrai, devrait réprimer énergiquement l'abus, s'il se produisait, et sans doute, il n'y manquerait point; mais il faut de plus ne pas laisser désarmée de moyens légaux l'action individuelle du citoyen que cet abus léserait dans ses droits politiques, au prix d'un léger avantage matériel.

En fait, la question se complique par la nécessité de justifier de la possession et du paiement du cens pour l'année antérieure à l'inscription et par cette autre circonstance que la même preuve de paiement ne doit pas être faite pour l'année de l'inscription. Comment, malgré les agents qui dressent les rôles, leur payer plus qu'ils ne veulent recevoir? Comment, sans avoir payé le cens pendant l'année antérieure, réclamer légalement l'inscription sur la liste de l'année?

Après quelques tentatives ou tâtonnements, la Chambre a adopté une formule qui paraît satisfaisante, sinon parfaite. Il ne faut pas oublier d'ailleurs que cette clause aura un effet comminatoire ou préventif. S'il existe un moyen légal de mettre en évidence un tel abus, aucun agent chargé de la formation des rôles, de crainte d'une répression sévère, ne sera tenté de le commettre.

ART. 12. *Le dernier paragraphe de l'art. 44 de la loi électorale est remplacé par le paragraphe suivant :*

Les dispositions de l'art. 2 de la loi électorale, de l'art. 2 de la loi du 30 mars 1870 et des art. 8 et 10 de la présente loi, sont applicables aux éligibles au Sénat.

L'art. 44 de la loi électorale rend les art. 2, 3 et 4 de la même loi appli-

cables aux éligibles au Sénat. L'art. 2 règle l'attribution au mari des contributions de la femme, et au père celle des enfants mineurs. Il a été modifié par la loi du 30 mars 1870 (art. 2), en ce sens que les contributions de la femme comptent toujours au mari, sauf le cas de séparation de corps, (disposition que les art. 2 et 3 de la présente loi étendent aux élections communales et provinciales,) tandis que la loi électorale plus restrictive ne permet de compter les contributions de la femme que si elle est commune en biens. La loi de 1870 n'a d'ailleurs trait qu'aux électeurs, non aux éligibles et, comme on n'a pas suivi pour la rédaction de cette loi la forme meilleure adoptée en 1843 et reprise aujourd'hui, c'est-à-dire la substitution des articles nouveaux aux dispositions antérieures que l'on veut abroger ou modifier, l'éligible au Sénat peut se prévaloir seulement des contributions de la femme commune en biens.

L'art. 3 de la loi électorale de 1831 concerne la possession du cens Il a été remplacé en 1843, mais par voie de substitution et d'abrogation expresse. Aujourd'hui, en adoptant la même forme, on revient au principe primitif quant à la durée de la possession du cens.

L'art. 4 de la loi électorale est relatif aux moyens de preuve de la possession du cens ; il sera remplacé par l'art. 10 de la présente loi.

Pour établir l'harmonie, l'unité et la clarté dans la législation, il fallait donc, comme le porte l'art. 12, modifier le dernier § de l'art. 4 de la loi électorale. Le cens d'éligibilité sénatoriale sera ainsi assimilé au cens électoral sous le triple rapport, de l'imputation des contributions de la femme, de la durée et des conditions de la possession et enfin des moyens de preuve de cette possession.

La forme, si le texte est clair par lui-même, semble au premier abord être indifférente : il n'est pas ainsi en ces matières ; il est au contraire d'une grande importance, pour l'application correcte et facile des lois électorales, qu'elles forment un ensemble bien coordonné. Déjà la compilation insérée dans notre manuel parlementaire de 1867 classe à leur place logique dix lois relatives aux élections générales dont une seule, celle du 1^{er} avril 1843, a adopté la méthode de la substitution legale des textes nouveaux aux dispositions antérieures. Une telle compilation présentait dès lors, quant à la législation électorale et à toutes les lois organiques si souvent retouchées ou remaniées, des difficultés très-grandes dont personne plus que le rapporteur de votre commission n'a la connaissance. Depuis lors, la loi sur les fraudes électorales composée de 35 articles et la loi relative à la formation des listes électorales composée de 55 articles, ont transformé les difficultés vincibles de 1867 en impossibilités absolues. Nul ne pourrait, en respectant les textes, donner à toutes les autorités chargées de former les listes ou de diriger les opérations, aux juges des contestations, aux citoyens eux-mêmes soucieux de bien connaître leurs droits et de les faire prévaloir, un code unique, clair et complet qui soit un guide sûr dans ce dédale de lois enchevêtrées. Nous ne rappelons que pour mémoire la loi du 30 mars 1870, puisque, à l'exception de 4 articles, elle va disparaître.

Peut-être un jour et bientôt les Chambres et le Gouvernement reconnaîtront-ils que la rédaction d'un tel Code est utile, sinon nécessaire. S'il pouvait être voté de commun accord, comme simple formule, sans remettre en

question aucun des principes résultant des lois existantes, ce serait assurément un bienfait réel. Sans doute le travail serait ardu; mais il ne présenterait pas de difficultés insurmontables, si les textes pouvaient être modifiés quant à la forme seulement et sans aucune altération quelconque du fond.

La loi actuellement en discussion aura, entre autres mérites, celui de diminuer un peu les inconvénients que nous venons de signaler.

ART. 13. *Sont abrogés :*

1° *L'art. 4 et le § 2 de l'art. 21 de la loi électorale ;*

2° *L'art. 13 et les trois derniers paragraphes de l'art. 14 de la loi provinciale modifiée par la loi du 20 mai 1848 ;*

3° *Le dernier paragraphe de l'art. 3 de la loi du 3 juin 1839 ;*

4° *La loi du 30 mars 1870, à l'exception des art. 1, 2, 4 et 7.*

Les abrogations prononcées par les trois premiers numéros de l'article sont la conséquence forcée des dispositions expliquées ci-dessus.

En réalité, il en est de même de la loi du 30 mars 1870. Le gouvernement, après avoir indiqué dans l'exposé des motifs les raisons péremptoires qui établissent l'impossibilité de la coexistence de la loi proposée et de la loi du 30 mars 1870, ajoutait cette prévision : « Il ne peut entrer dans la pensée » de personne, lorsque le cens est réduit uniformément à 20 francs pour » la province et à 10 francs pour la commune, de maintenir une exception » motivée par l'élévation du chiffre du cens et d'admettre des électeurs pro- » vinciaux au cens de 10 francs et des électeurs communaux au cens de 5 » francs. »

Cette prévision a été quelque peu déçue. On a vu proposer le maintien de la loi de 1870, c'est à dire le vote d'électeurs privilégiés, ne payant que 10 francs pour la province et 5 francs pour la commune et repousser en même temps les dispositions qui confèrent, à titre de droit commun, l'électorat provincial aux citoyens payant 20 francs et l'électorat communal à ceux qui payent 10 francs ; mais cette double thèse, dont le caractère logique semble difficile à établir, n'a pas prévalu.

La loi de 1870, d'origine négative, n'a rien produit de sérieux et ne pouvait rien produire. La loi de réforme électorale confèrera cent fois plus de droits que celle de 1870 n'en aurait jamais pu donner.

On s'est préoccupé aussi de la date d'application de la loi et de ses conséquences. A moins de bouleverser, par des dispositions transitoires, toute la législation en vigueur, notamment sur la formation des listes et le jugement des contestations, ces mesures d'application doivent être remises à la session prochaine. Les listes électorales sont dressées au mois d'août et c'est seulement à dater du 1^{er} mai de l'année suivante qu'elles servent aux élections. (Art. 1^{er} et 47 de la loi du 5 mai 1869). Ces délais que la majorité a jugés nécessaires pour la révision annuelle, normale ne pouvaient évidemment être abrégés lorsqu'il s'agit de constater et de reconnaître les droits de 125,000 électeurs nouveaux.

D'autre part, il existe une double coïncidence heureuse. C'est à la fin de 1872 que doit s'opérer le renouvellement partiel des conseils communaux; c'est aussi en 1872 qu'aux termes de l'art. 19 de la loi communale, doit être révisée par une loi la classification générale des communes. Cette classi-

(16)

fication ne devra plus être faite pour la fixation du cens, puisqu'il sera désormais uniforme, mais bien pour le nombre des membres des Conseils. (Art. 4 loi communale).

La dissolution des Conseils communaux et provinciaux, ainsi que la classification nouvelle des communes, d'après les résultats du recensement de 1866, feront l'objet d'une loi spéciale en 1872.

Après avoir discuté le principe fondamental de la loi et examiné avec soin toutes les dispositions du Projet, votre Commission a procédé au vote sur l'ensemble. La loi a été adoptée par 4 voix contre 3, deux membres se sont abstenus.

Le Rapporteur,
J. MALOU.

Le Président,
J. D'OMALIUS.

ANNEXE N° I.

COMPARAISON ENTRE L'ÉLECTORAT COMMUNAL ET L'INSTRUCTION.

Communes de plus de 10,000 âmes.

RÉCAPITULATION.

COMMUNES.	POPULATION MÂLE.				RAPPORTS proportionnels entre		NOMBRE D'HABITANTS sachant lire et écrire.	APPLICATION des rapports proportionnels — Habitants de		NOMBRE FUTUR d'électeurs communaux.	Rapports proportionnels des électeurs aux instruits.
	TOTALE.	Agée de moins de 10 ans.	De 10 à 21 ans.	De plus de 21 ans.	10 à 21 ans.	et plus de 21 ans.		10 à 21 ans.	Plus de 21 ans.		
De plus de 100,000 hab.	231,581	44,392	48,992	138,197	26.17	73.83	133,716	34,261	99,455	30,518	30.68
De 30 à 50,000 . . .	81,553	16,476	18,906	46,171	29.05	70.95	41,857	12,260	29,597	11,844	40 »
De 20 à 30,000 . . .	85,593	17,726	18,459	49,408	27.20	72.80	44,265	12,008	32,257	12,889	39.95
De 15 à 20,000 . . .	32,527	6,631	7,302	18,594	28.20	71.80	15,126	4,287	10,839	4,693	43.29
De 10 à 15,000 . . .	100,159	21,251	22,003	56,905	27.88	72.12	43,539	12,146	31,393	15,915	50.69
TOTAUX . . .	531,413	106,476	115,662	309,275	27.21	72.79	278,503	74,962	203,541	75,859	37.27
DÉTAILS.											
Bruxelles	74,169	14,361	15,425	44,383	25.79	74.21	44,941	11,590	33,351	9,005	27. »
Anvers	55,220	11,487	11,406	32,327	26.10	73.90	35,163	9,177	25,986	8,374	32.22
Gand	54,624	9,434	11,753	33,437	23.03	76.97	25,161	5,794	19,367	6,553	33.83
Liège	47,568	9,110	10,408	28,050	27.06	72.94	28,451	7,700	20,751	6,586	31.74
Plus de 100,000.-Totaux.	231,581	44,392	48,992	138,197	26.17	73.83	133,716	34,261	99,455	30,518	30.68
Bruges	20,720	4,330	4,586	11,804	27.97	72.03	10,629	2,973	7,656	3,265	42.64
Malines	16,551	3,580	3,881	9,090	29.92	70.08	8,426	2,624	5,805	2,423	41.74
Verviers	15,581	3,061	3,679	8,841	29.38	70.62	8,244	2,422	5,822	1,651	28.36
Louvain	14,516	2,948	3,413	8,155	29.50	70.50	7,532	2,222	5,310	2,542	47.87
Tournai	14,185	2,557	3,347	8,281	28.78	71.22	7,026	2,022	5,004	1,963	39.23
De 30 à 50,000. Totaux.	81,553	16,476	18,906	46,171	29.05	70.95	41,857	12,260	29,597	11,844	40 »
Molenbeek	12,178	2,942	2,668	6,568	28.88	71.12	5,412	1,563	3,849	1,280	33.25
Courtrai	10,621	2,118	2,210	6,293	25.99	74.01	4,516	1,174	3,342	1,733	51.85
St-Nicolas	11,309	2,413	2,395	6,501	26.92	73.08	4,187	1,127	3,060	1,599	52.25
Namur	10,687	1,963	2,493	6,231	28.57	71.43	6,460	1,846	4,614	1,668	36.15
Ixelles	10,566	2,634	2,197	5,735	27.70	72.30	6,906	1,913	4,993	2,012	40.29
St-Josse	9,790	1,830	1,923	6,037	24.04	75.96	7,110	1,709	5,401	1,871	34.64
Mons	9,951	1,839	2,290	5,822	28.24	71.76	5,717	1,614	4,103	1,950	47.52
Seraing	10,491	1,987	2,283	6,221	26.84	73.16	3,957	1,062	2,895	776	27
De 20 à 30,000 Totaux.	85,593	17,726	18,459	49,408	27.20	72.80	44,265	12,008	32,257	12,889	39.95

ANNEXE N° I, (suite).

COMMUNES.	POPULATION MALE.				RAPPORTS proportionnels entre		NOMBRE D'HABITANTS sachant lire et écrire.	APPLICATION des rapports proportionnels — Habitants de		NOMBRE FUTUR d'électeurs communaux.	Rapports proportionnels des électeurs aux instruits.
	TOTALE.	Agée de moins de 10 ans.	De 10 à 21 ans.	De plus de 21 ans.	10 à 21 ans.	et plus de 21 ans.		10 à 21 ans.	Plus de 21 ans.		
Alost	9,219	2,048	2,033	5,108	28.77	71.23	3,982	1,146	2,836	1,424	50.21
Lokeren	8,549	1,708	1,816	5,025	26.54	73.46	3,466	920	2,546	1,264	49.64
Ypres	7,169	1,290	1,648	4,531	26.67	73.33	3,768	1,005	2,763	1,090	39.45
Ostende	7,290	1,585	1,775	3,930	31.11	68.89	3,910	1,216	2,694	915	33.96
De 15 à 20,000. Totaux.	32,527	6,631	7,302	18,594	28.20	71.80	15,126	4,287	10,839	4,693	43.29
Lierre	7,301	1,644	1,626	4,031	28.74	71.26	3,496	1,005	2,491	1,249	50.15
Gheel	5,157	1,096	1,204	2,857	29.64	70.36	2,447	727	1,720	782	45.52
Turnhout	6,548	1,426	1,457	3,665	28.44	71.56	2,306	656	1,650	624	37.82
Schaerbeek	8,558	1,853	1,851	4,854	27.60	72.40	4,983	1,375	3,608	1,650	45.73
Tirlemont	5,921	1,233	1,364	3,324	29.09	70.91	2,788	811	1,977	1,129	57.61
Roulers	6,691	1,496	1,379	3,816	26.54	73.46	1,819	483	1,336	897	67.14
Thielt	5,052	800	899	3,353	21.14	78.86	2,416	511	1,905	707	37.11
Poperinghe	5,053	995	1,036	3,022	25.53	74.47	2,280	582	1,698	1,056	56.30
Renaix	5,863	1,161	1,145	3,557	24.35	75.65	1,938	472	1,466	938	63.98
Zeel	6,194	1,264	1,276	3,654	25.88	74.12	2,394	620	1,774	903	50.90
Charleroi	6,159	1,119	1,402	3,638	27.81	72.19	3,350	932	2,418	1,017	42.06
Gilly	8,044	1,860	1,862	4,322	30.11	69.89	2,523	760	1,763	1,166	66.13
Jumet	7,713	1,907	1,924	3,882	33.13	66.87	3,200	1,060	2,140	1,049	48.55
Jemmapes	5,640	1,341	1,322	2,977	30.75	69.25	1,677	516	1,161	1,025	88.28
Huy	5,344	1,069	1,199	3,076	28.04	71.96	3,794	1,064	2,730	897	32.85
Saint-Trond	4,921	987	1,057	2,877	26.86	73.14	2,128	572	1,556	825	53.02
De 10 à 15,000 Totaux .	100,159	21,251	22,003	56,905	27.88	72.12	43,539	12,146	31,393	15,915	50.69

ANNEXE N° II.

RÉSUMÉ DE L'ANNEXE A DU RAPPORT DE LA SECTION CENTRALE.
(Bases légales du cens.)

COMMUNES.	Population.	Contribuables payant de 10 à 40 francs.	Foncier.	Personnelle.	Patente.	Deux ou trois de ces bases réunies.	Débets seuls ou combinés avec d'autres bases.	
Bruxelles . . .	164,336	4,166	1,188	609	1,005	690	674	Plus de 100,000 habitants.
Anvers . . .	119,952	4,596	1,039	1,273	1,080	781	423	
Gand . . .	117,535	4,510	1,195	981	521	1,032	781	
Liège. . .	101,853	4,723	868	1,123	466	1,687	579	
Totaux. . .	503,676	17,995	4,290	3,986	3,072	4,190	2,457	
Bruges . . .	47,081	2,152	594	469	167	447	475	De 30 à 50,000 habitants.
Malines . . .	34,752	1,616	261	350	59	760	186	
Verviers . . .	32,596	1,331	239	161	75	396	460	
Louvain . . .	31,340	1,316	56	378	30	738	114	
Tournai . . .	30,414	1,015	240	375	151	99	150	
Totaux. . .	176,183	7,430	1,390	1,733	482	2,440	1,385	
Molenbeek . . .	25,647	1,204	247	344	75	361	177	De 20 à 30,000 habitants.
Courtrai . . .	23,639	1,116	182	264	71	430	169	
Saint-Nicolas. . .	23,634	1,123	126	536	71	280	110	
Namur . . .	23,600	695	91	173	39	282	108	
Ixelles . . .	23,561	1,028	5	379	10	599	35	
Saint-Josse . . .	22,466	1,140	281	442	20	341	56	
Mons. . .	22,105	1,043	60	476	125	339	43	
Seraing . . .	20,361	978	138	126	29	271	414	
Totaux. . .	185,013	8,327	1,130	2,742	440	2,903	1,412	
Alost. . .	18,868	980	181	200	43	431	125	De 15 à 20,000 habitants.
Lokeren . . .	17,436	1,212	357	175	20	612	48	
Ypres. . .	16,335	621	87	108	44	256	126	
Ostende . . .	15,901	552	52	183	49	169	99	
Totaux. . .	68,540	3,365	677	666	156	1,468	398	

ANNEXE N° II, (suite).

COMMUNES.	Population.	Contribuables payant de 10 à 40 francs.	Foncier.	Personnelle.	Patente.	Deux ou trois de ces bases réunies.	Débts seuls ou combinés avec d'autres bases.
Lierre	15,301	952	192	284	17	382	77
Gheel	10,246	623	166	79	4	359	15
Turnhout	13,780	531	65	191	33	111	131
Schaerbeek	20,844	1,297	268	498	19	424	96
Tirlemont	12,405	817	176	179	15	324	123
Roulers	13,930	775	113	358	9	197	98
Thielt	10,288	531	77	181	8	207	58
Poperinghe	10,930	827	192	198	16	338	83
Renaix	11,944	704	199	51	6	365	83
Zele	12,287	1,043	268	160	35	510	70
Charleroi	11,982	902	150	134	115	255	248
Gilly	15,756	1,187	64	74	4	748	297
Jumet	15,858	1,351	330	190	76	440	315
Jemmapes	11,646	1,342	338	453	15	293	343
Huy	10,947	678	79	123	4	319	153
St.-Trond	10,429	699	227	295	12	170	85
Totaux	207,773	14,259	2,901	3,353	388	5,442	2,175

de 10 à 15,000 habitants (Loi de 1860).

RÉCAPITULATION *

Plus de 100,000 . .	503,676	17,995	4,290	3,986	3,072	4,190	2,457
De 30 à 50,000 . .	176,183	7,430	1,390	1,733	482	2,440	1,385
De 20 à 30,000 . .	185,013	8,327	1,130	2,742	440	2,903	1,112
De 15 à 20,000 . .	68,540	3,365	677	666	156	1,468	398
De 10 à 15,000 . .	207,773	14,259	2,901	3,353	388	5,442	2,175
Totaux généraux.	1,141,185	51,376	10,388	12,480	4,538	16,443	7,527

* Arlon et Hasselt non compris.

RÉCAPITULATION (les débits éliminés).

Plus de 100,000 . .	503,676	15,538	4,290	3,986	3,072	4,190
De 30 à 50,000 . .	176,183	6,045	1,390	1,733	482	2,440
De 20 à 30,000 . .	185,013	7,215	1,130	2,742	440	2,903
De 15 à 20,000 . .	68,540	2,967	677	666	156	1,468
De 10 à 15,000 . .	207,773	12,084	2,901	3,353	388	5,442
Totaux généraux.	1,141,185	43,849	10,388	12,480	4,538	16,443

ANNEXE N° III.

RÉSUMÉ DE L'ANNEXE B DU RAPPORT DE LA SECTION CENTRALE.

PROFESSIONS DES FUTURS CENSITAIRES.

	AGRICULTURE.	INDUSTRIE.	CABARETIERS.	COMMERCE, BOUTIQUERS, ETC.	PROFESSIONS LIBÉRALES.	PROPRIÉTAIRES.	AUTRES PROFESSIONS.	TOTAL.
Bruxelles	25	586	334	973	113	1,366	708	4,305
Anvers	90	480	443	818	115	834	2,052	4,802
Gand	112	741	605	1,012	56	771	1,812	5,109
Liège	285	1,318	320	536	101	471	2,526	5,487
Totaux	512	3,125	2,072	3,339	385	3,142	7,098	19,673
Bruges	1	220	348	630	55	641	520	2,385
Malines	0	51	269	422	7	»	1,326	2,075
Verviers	14	284	494	225	39	42	460	1,558
Louvain	199	156	165	273	98	106	458	1,485
Tournai	70	218	451	375	220	90	13	1,437
Totaux	284	929	1,397	1,925	419	879	2,807	8,640
Molenbeek	258	84	183	249	18	232	544	1,568
Courtrai	144	311	190	229	49	89	242	1,251
Saint-Nicolas	231	224	136	201	35	16	391	1,234
Namur	118	83	108	254	29	39	146	777
Ixelles	260	141	26	176	13	44	453	1,113
Saint-Josse	4	149	53	92	17	912	75	1,302
Mons	127	130	131	130	94	163	321	1,096
Seraing	11	37	367	143	12	215	243	1,028
Totaux	1,450	1,159	1,194	1,474	267	1,710	2,415	9,369
Alost	341	56	191	142	13	114	244	1,101
Lokeren	719	48	153	185	10	»	246	1,363
Ypres	134	55	114	95	36	181	112	727
Ostende	»	75	67	116	57	155	164	634
Totaux	1,194	234	527	538	116	450	766	3,825

ANNEXE N° III, (suite).

	AGRICULTURE.	INDUSTRIE.	CABARETIERS.	COMMERCE, BOUTIQUES, ETC.	PROFESSIONS LIBÉRALES.	PROPRIÉTAIRES.	AUTRES PROFESSIONS.	TOTAL.
Lierre	346	333	100	172	39	180	62	1,232
Gheel	574	35	55	43	39	5	69	790
Turnhout	495	125	82	54	39	29	33	557
Schaerbeek	5	131	82	62	32	1,098	66	1,476
Tirlemont	34	59	142	133	28	347	94	837
Roulers	421	96	94	122	1	67	148	949
Thielt	327	54	58	109	18	36	87	689
Poperinghe	347	47	82	127	13	269	100	985
Renaix	320	31	70	108	2	153	56	740
Zeel	419	256	221	149	32	35	114	1,226
Charleroi	7	44	243	99	15	117	424	949
Gilly	0	33	282	213	11	73	666	1,278
Jumet	248	453	241	33	48	137	217	1,377
Jemmapes	13	117	341	19	9	4	382	1,385
Huy	83	71	162	159	9	71	190	747
Saint-Trond	305	37	85	91	11	104	101	734
Totaux	3,646	1,922	2,340	1,663	346	2,725	3,309	15,951

RÉCAPITULATION.								
Plus de 100,000 habitants.	512	3,125	2,072	3,339	385	3,142	7,098	19,673
De 30 à 50,000 »	284	929	1,397	1,925	419	879	2,807	8,640
De 20 à 30,000 »	1,150	1,159	1,194	1,474	267	1,710	2,415	9,369
De 15 à 20,000 »	1,194	234	527	538	116	450	766	3,825
De 10 à 15,000 »	3,646	1,922	2,340	1,663	346	2,725	3,309	15,951
Totaux généraux	6,786	7,369	7,530	8,939	1,533	8,906	16,395	57,458

RÉCAPITULATION (LES DÉBITS ÉLIMINÉS.)								
Plus de 100,000 habitants.	512	3,125	»	3,339	385	3,142	7,098	17,601
De 30 à 50,000 »	284	929	»	1,925	419	879	2,807	7,243
De 20 à 30,000 »	1,150	1,159	»	1,474	267	1,710	2,415	8,175
De 15 à 20,000 »	1,194	234	»	538	116	450	766	3,298
De 10 à 15,000 »	3,646	1,922	»	1,663	346	2,725	3,309	13,611
	6,786	7,369	»	8,939	1,533	8,906	16,395	49,928

ANNEXE N° IV.

NOUVEAUX CENSITAIRES, (DÉBITS ÉLIMINÉS).
RAPPORTS PROPORTIONNELS (PAR MILLE) A LA POPULATION.

CATÉGORIES DE COMMUNES.	BASES.					PROFESSIONS.						
	Foncier.	Personnelle.	Patentes.	Deux ou trois bases combinées.	TOTAL.	Agriculture.	Industrie.	Commerce (boutiquiers).	Professions libérales.	Propriétaires.	Autres professions.	TOTAL.
Plus de 100,000 habit.	8.51	7.91	6.10	8.35	30.87	4.01	6.20	6.63	2.76	6.20	14.01	34.78
De 30 à 50,000	7.88	9.84	2.74	13.28	33.74	4.61	5.27	10.92	2.38	4.99	15.93	44.10
De 20 à 30,000	6.10	11.82	2.37	15.69	38.98	6.22	6.26	7.96	4.44	9.24	13.05	43.77
De 15 à 20,000	9.73	9.73	2.27	21.41	43.14	17.42	3.41	7.85	1.69	6.56	11.17	48.10
De 10 à 15,000	13.96	16.14	1.86	26.19	58.15	17.55	9.25	8. »	1.66	13.11	15.92	65.49
Moyennes.	9.10	10.93	3.97	14.41	38.41	5.94	6.45	7.83	1.34	7.80	15.24	44.60

RAPPORT PROPORTIONNEL AU NOMBRE TOTAL DES NOUVEAUX CENSITAIRES.
(CENTIÈMES DE CE TOTAL).

CATÉGORIES DE COMMUNES.	BASES.					PROFESSIONS.						
	Foncier.	Personnelle.	Patentes.	Deux ou trois bases combinées.	TOTAL.	Agriculture.	Industrie.	Commerce (boutiquiers).	Professions libérales.	Propriétaires.	Autres professions.	TOTAL.
Plus de 100,000 habit.	27.61	25.65	19.78	26.96	100	2.91	17.76	18.09	2.18	17.84	40.34	100
De 30 à 50,000 . . .	23 »	28.66	7.97	40.37	100	3.92	12.83	26.58	3.78	12.13	38.76	100
De 20 à 30,000 . . .	15.66	38 »	6.10	40.24	100	14.07	14.18	18.03	3.26	20.92	29.54	100
De 15 à 20,000 . . .	22.81	22.45	5.26	49.48	100	33.20	7.09	16.31	3.51	13.64	23.25	100
De 10 à 15,000 . . .	24 »	27.75	3.21	45.04	100	26.79	14.12	12.22	2.54	20.02	24.31	100
Moyennes.	23.70	23.44	10.35	37.51	100	13.59	14.76	17.91	3.07	17.84	32.83	100